

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française au Mali et sur la situation en Syrie et en Centrafrique, à Bamako le 19 septembre 2013.

QUESTION

Monsieur le Président François HOLLANDE, vous avez fait un lien aujourd'hui à Bamako entre votre décision d'intervenir au Mali et votre volontarisme dans le dossier syrien. Au nom de valeurs, vous avez parlé d'une leçon, d'un message. Comment expliquez-vous que ce message n'ait pas été entendu par la communauté internationale et avez-vous encore l'espoir de obtenir une résolution contraignante au Conseil de sécurité contre le régime syrien ? Merci.

LE PRESIDENT

D'abord, une nouvelle fois, je veux féliciter le Président « IBK » pour son élection et pour la réussite de cette journée qui est importante pour le Mali, puisqu'elle consacre le dénouement d'une crise et le commencement d'une phase de redressement et d'espoir. Mais, important aussi était ce jour qui a témoigné de la solidarité entre les Africains et l'Europe, la France en étant ici, l'expression. Je veux aussi saluer le rôle qu'a joué le Président Idriss DEBY pour le succès de l'opération. Car, il a été le premier à répondre avec la France pour apporter une aide militaire qui s'est révélée décisive.

Mais vous m'interrogez sur des liens qui pourraient exister entre le Mali ou d'autres situations du monde comme la Syrie. Chaque conflit est différent. Au Mali, il s'agissait de répondre à un appel lancé par le Président par intérim, Dioncounda TRAORE, à la France et à la communauté internationale, pour empêcher une offensive terroriste qui, installée au Nord, pouvait conquérir l'ensemble du Mali.

La France a pu agir parce qu'elle était appelée et parce qu'elle était soutenue par l'Union africaine, par la CEDEAO et également dans le cadre du mandat des Nations unies.

Je pense que c'est une opération qui a été pleinement réussie. Sur le plan militaire : puisque, très rapidement, nous avons pu repousser les terroristes, puis ensuite sécuriser l'ensemble du territoire malien. Sur le plan politique : puisque nous avons été capables de faire une grande coalition qui a été suffisamment efficace pour permettre l'élection, dans le délai qui avait été prévu et avec un résultat incontestable, et par l'ampleur de la victoire d'Ibrahim Boubacar KEITA, et par le niveau de la participation.

Je ne pense pas qu'il existe d'opération qui ait pu avoir ce succès en si peu de temps. Entre le 11 janvier et le 11 août, être capable de redonner à un pays, le Mali, l'intégrité de son territoire, de sécuriser la population et d'aboutir à une consécration démocratique permettant aujourd'hui transition, réconciliation et renouveau.

Mais si j'ai dit ce qu'était la France, son rôle, sa place, ici, à Bamako, c'est parce que je veux, une nouvelle fois, souligner que la France est un pays qui agit au nom du droit international, qui porte des valeurs et qui se détermine souverainement, avec des alliés, avec des partenaires, ici, en Afrique.

Sur le cas de la Syrie, j'ai considéré qu'il y avait une violation du droit fondamental qui était l'interdiction des armes chimiques. Le rapport d'ailleurs des inspecteurs vient de nous confirmer, hélas, ce que nous disions, utilisation des armes chimiques et la forte imputabilité du régime dans cet acte odieux. Et c'est parce que nous avons menacé, avec les États-Unis, d'une frappe le

... dans ces cas-là, c'est parce que nous avons mené, avec les États-Unis, une négociation avec le régime syrien qui a fini par concéder qu'il avait bien des armes chimiques sur son territoire, ce qu'il niait il y a encore peu de jours.

Les Russes ont bien été conduits à prendre une initiative pour qu'il y ait un accord, dont nous demandons qu'il puisse trouver sa traduction le plus rapidement possible au Conseil de sécurité. Si j'insiste là-dessus, c'est parce que nous ne sommes indifférents à aucune situation. Il n'y a pas un domaine ou un continent, l'Afrique, sur lequel nous aurions un rôle particulier, il y a une histoire qui nous unit.

La France doit porter la même parole, avoir la même volonté, la même détermination, le même engagement quand il y a un droit fondamental qui est floué, qui est lésé ou un peuple qui est massacré, en occurrence, en Syrie, gazé.

Pour le reste, chaque situation est différente. En Syrie, nous devons maintenant agir dans le cadre des Nations unies, c'est le Conseil de sécurité qui doit fixer les conditions, strictes, pour que nous soyons sûrs que les armes chimiques disparaîtront de Syrie.

Ensuite, il faut toujours un règlement politique. Là aussi, le cas du Mali est exemplaire, on aurait pu s'arrêter simplement dans le cadre de l'opération militaire Serval et dire, voilà, nous en avons terminé et nous laissons les Maliens s'organiser comme ils l'entendent ! Cela n'aurait pas été le rôle de la France. Le rôle de la France, ça a été de conduire, en pleine responsabilité avec les Maliens, le processus électoral qui a conduit au succès que l'on sait.

Si on avait eu cette même exigence pour d'autres situations, je pense en Libye, nous n'en serions pas là. En Syrie, nous devons faire en sorte maintenant de trouver une solution politique parce que seule une solution politique permettra de terminer avec ce qui est le plus grand massacre du 21^{ème} siècle : 120 000 morts, 2 millions de réfugiés, des millions de déplacés et avec, c'est vrai, une montée de l'extrémisme, de l'islamisme le plus radical, d'Al-Qaïda, parce que le régime syrien et ces fondamentalistes finalement ont le même intérêt au détriment du peuple syrien. Donc, toujours faire en sorte que nous puissions terminer par une solution politique. Aujourd'hui, nous en avons ici le plus bel exemple.

QUESTION

Ma question s'adresse au Président François HOLLANDE. Vous avez très souvent émis des messages de espoir concernant vos compatriotes et les Européens et aussi un Africain qui sont entre les mains d'AQMI, des djihadistes, chaque fois que vous recevez leurs parents. Je voudrais savoir aujourd'hui, vous êtes dans un des pays sahéliens, quel est-ce que vous attendez comme contribution de tous ces pays concernant la mise en place d'une nouvelle stratégie permettant de libérer ces otages qui sont incarcérés ou bien qui sont cachés depuis deux à trois ans ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT

Tout au long de l'opération Serval, je n'ai fait que penser à la situation des otages, alors même que nous menions une offensive contre les terroristes qui les retenaient. J'ai pu craindre pour leur vie pendant ces derniers mois. J'ai rencontré leurs familles et j'ai mesuré ce qu'était leur angoisse.

Pour les otages du Mali, mais également pour l'otage que nous avons au Nigeria et il y a eu pendant un temps des otages qui avaient été retenus, d'abord au Cameroun, puis au Nigeria.

Je me suis entretenu tout au long de la journée avec l'ensemble des chefs d'État de la région pour qu'ils nous permettent d'avoir les meilleurs fils, les meilleurs contacts pour retrouver nos compatriotes. Je n'en dirai pas davantage parce que j'ai toujours eu comme ligne de conduite de ne rien déclarer et de veiller à obtenir le résultat. Mais j'ai conscience que pour quatre otages, ça fait trois ans, presque jour pour jour, et pour leurs familles, c'est insupportable.

Nous devons, en même temps que nous cherchons à tout faire pour les libérer, établir toutes les protections pour qu'il n'y en ait pas d'autres, de quelque nationalité qu'ils puissent être et dans tous les pays de la région, au Mali, au Niger, Côte d'Ivoire, Nigeria, bref partout où il y a des ressortissants français ou d'autres nationalités qui pourraient être capturés. Je pense que nous avons mis en place des dispositifs de sécurité, notamment sur un certain nombre de sites, qui nous permettent d'être davantage rassurés que nous ne l'étions il y a encore quelques mois.

Le fait même d'avoir infligé aux djihadistes une défaite a dissuadé également la prise d'otages.

Mais nous sommes sur nos gardes et nous ne pourrions pas réussir sans une coopération régionale, sans une vigilance et sans une présence.

A cet égard, je veux dire au Président « IBK » que la France, par ses forces armées, restera au Mali, tant que la menace existera. Nous avons engagé un processus de retrait, nous sommes conscients qu'il y a des élections encore à assurer et à sécuriser, avec, bien sûr, les forces maliennes. Ensuite, nous pourrions retrouver le chiffre que nous avons fixé, c'est-à-dire 1 000 soldats au Mali.

J'ajoute que nous aurons toujours autour du Mali, par les accords que nous avons avec un certain nombre d'États riverains, nous avons la disponibilité qui nous permettra d'agir, pas simplement au Mali, dans toute la région. Je veux, une nouvelle fois, saluer l'efficacité de nos forces armées, qui ont bien sûr agi avec les armées africaines et donc maliennes et qui sont encore disponibles pour assurer cette sécurité.

Nous avons, je ne vais pas évoquer de sujets intérieurs, mais nous avons, dans notre budget, difficile à faire, nous aussi, nous avons sécurisé, sanctuarisé le budget de la défense et on en voit les raisons ! Parce que c'est la condition de l'indépendance de la France, de sa capacité d'intervention. Pour beaucoup de militaires, l'enveloppe paraît encore trop réduite. Mais pour beaucoup d'autres, certains s'interrogent, pourquoi faire autant pour nos armées ? Mais nos armées sont au service de la liberté et donc du peuple français.

QUESTION

J'ai la chance d'avoir trois chefs d'États devant moi, mais à deux chefs d'États particulièrement. Depuis l'an 2000, avec l'élection du Président ivoirien Laurent GBAGBO, l'ancien Président ivoirien, les socialistes ont ouvert une nouvelle ère en Afrique. Aujourd'hui, nous avons le Président Ibrahim Boubacar KEITA qui est également socialiste et qui est à la tête du Mali. Est-ce une nouvelle ère pour les socialistes en Afrique, ou est-ce que vous avez le sentiment également que le discours socialiste passe de mieux en mieux, ici, en Afrique ? Et puis plus loin, je voulais juste savoir pourquoi l'on n'a pas encore entendu le chef d'État sur le dossier syrien ? Cette question s'adresse plutôt à M. Idriss DEBY. Merci.

LE PRESIDENT

J'ai connu Ibrahim BOUBACAR KEITA le jour où je suis devenu Premier secrétaire du Parti Socialiste. C'était à Brest en 1997. Il était Premier ministre du Mali. C'est à ce moment-là que nous avons appris à nous connaître. Il était socialiste à sa façon comme nous d'ailleurs, nous le sommes à la nôtre. Mais, aujourd'hui, ce n'est pas un socialiste qui est avec un socialiste. C'est le Président du Mali qui est avec le Président de la République française et le Président du Tchad. Et, dans les rapports que j'ai avec les pays et en Afrique notamment, je ne regarde pas la sensibilité politique, je regarde les conditions qui ont permis l'élection. Je regarde la qualité de la gestion, je regarde le courage dont font preuve les chefs d'État. Et puis, je regarde les besoins des peuples concernés.

Pour l'organisation des élections au Mali, la France qui a donc eu le rôle que chacun connaît n'a pas cherché à imposer un candidat. Pas plus d'ailleurs qu'un candidat ne s'est réclamé de la France parce qu'il y a ce principe d'indépendance. Les Maliens ont choisi celui qu'ils estimaient être le meilleur d'entre eux pour être leur Président. Pas parce qu'il était soutenu par un pays ou parce qu'il était d'une sensibilité politique qui pouvait être proche de celle du Président français. C'est l'honneur de la démocratie.

Vous avez évoqué également qu'il peut y avoir aussi des hommes ou des femmes qui se réclament du socialisme sans que l'on soit tout à fait sûr que nous pouvons être dans la même philosophie ou, en tout cas, dans la même pratique. Dans la même philosophie, cela peut arriver mais dans la même pratique, on peut quelquefois avoir des surprises.

Nous nous déterminons donc par rapport à des principes, c'est-à-dire les principes que nous considérons être ceux de la bonne gouvernance de la démocratie, de la transparence et de la qualité. Et, aujourd'hui, c'est Ibrahim Boubacar KEITA qui est le Président du Mali parce qu'il a lui-même été capable de fédérer. Il disait que j'étais populaire au Mali mais, quand même, être élu avec 77%, ce n'est pas encore l'objectif que je me suis fixé pour les prochaines échéances.

QUESTION

QUESTION

Une petite précision par rapport à ce que vous disiez tout à l'heure sur la Syrie. Vous disiez que la solution serait politique. Est-ce que cela veut dire qu'il n'y aura pas de solution militaire et que l'on oublie à tout jamais peut-être d'armer les rebelles ?

LE PRESIDENT

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas toujours la menace que nous avons déjà brandie si il n'y avait pas l'application de la future résolution du Conseil de sécurité. Sauf que, maintenant, ce sera dans le cadre du Conseil de sécurité. Si il y a une résolution, si il y a des objectifs qui sont fixés, si il y a des manquements, cela reviendra devant le Conseil de sécurité. C'est la logique de l'accord qui a été passé et de l'instrument qui a été choisi qui est le meilleur quand on peut aller dans cette direction, c'est-à-dire l'accord du Conseil de sécurité sans qu'il y ait l'usage du droit de veto puisque, depuis trois ans, il est bloqué.

Ensuite sur la fourniture d'armes, nous avons toujours, en tout cas depuis un certain nombre de mois lorsque s'est posée la question de la levée du moratoire européen sur la livraison d'armes, nous avons toujours dit que nous voulions contrôler les fournitures d'armes, si nous en faisons, pour qu'elles aillent bien à l'armée libre de Syrie. Pourquoi ? Parce que c'est celle qui représente la coalition nationale. Celle-là même que nous avons reconnue comme la seule représentante légitime du peuple syrien. Et qui, aujourd'hui, regardons les choses franchement, qui est aujourd'hui sous le marteau et le clume. Le marteau des frappes et des actions du Régime et le clume de l'islamisme fondamental.

Si nous voulons trouver une solution politique, il faut bien que cette coalition nationale puisse faire la transition avec d'autres. Il faut bien qu'il y ait aussi d'autres qui puissent rejoindre pour faire une véritable union permettant à la Syrie de retrouver la stabilité. Voilà ce que nous cherchons. Est-ce que donc nous voulons livrer des armes ? Je constate que les Russes en livrent régulièrement mais nous, nous le ferons dans un cadre élargi avec un ensemble de pays et dans un cadre qui peut être contrôlé car nous ne pouvons pas accepter que des armes puissent aller vers des djihadistes que nous avons, ici, combattus.

Cela peut paraître loin la Syrie du Mali ou le Mali de la Syrie. Mais, on s'aperçoit qu'aujourd'hui dans une forme internationale du terrorisme, il y a des groupes, des individus qui vont d'un pays à l'autre, aujourd'hui en Libye et que l'on retrouve en Syrie ou que l'on a retrouvé au Mali et qui vivent du chaos, de l'instabilité.

Pourquoi il y a eu du terrorisme au Nord Mali ? Parce que c'était le chaos, parce qu'il n'y avait plus d'Etat, parce que l'armée n'y était plus présente.

Pourquoi ces djihadistes qui viennent de Libye ou d'autres pays, peut-être même du Mali, vont vers la Syrie ? Et certains viennent d'Europe aussi. On a même retrouvé un ancien de Guantanamo en Syrie. Donc, pourquoi ils viennent là ? Parce qu'ils savent que c'est le chaos et qu'ils peuvent jouer leur rôle de déstabilisation.

Voilà pourquoi nous voulons une solution politique et que nous poussons les forces qui sont pour nous les seules démocrates et pluralistes.

QUESTION

Les Maliens ont salué l'intervention de la communauté internationale dans la résolution, la crise socio-politique qu'ils ont vécue. Cependant, ils restent préoccupés par la situation de Kidal où la stabilisation tarde à se réaliser. Avec les derniers événements, l'agression d'un convoi de trois ministres de la République du Mali, des problèmes de cantonnement. Monsieur le Président, quelle lecture faites-vous de cette situation ? Le cas spécifique de Kidal.

LE PRESIDENT

Pendant plusieurs semaines, il m'a été posée la question : est-ce que vous allez monter jusqu'à Kidal ? C'est la question que l'on nous posait au Président tchadien et au Président français et au Président TRAORE à ce moment-là. Est-ce que vous allez aller vers Kidal ? Nous avons dit : nous irons à Kidal et nous sommes allés à Kidal. Puis, nous avons sécurisé Kidal, Tessalit, toute cette région. Et nous y sommes encore présents.

Après, une deuxième question m'a été posée régulièrement : « est-ce qu'il y aura des forces maliennes à Kidal ? » .J'ai dit oui. Il y aura des forces maliennes à Kidal. Elles sont allées jusqu'à

maintenues à Kidal. Il y aura des forces maintenues à Kidal. Elles sont arrivées jusqu'à Kidal. Elles sont chez elle à Kidal. C'est le Mali.

Après, il y a eu une troisième question qui a été posée, « est-ce que vous organiserez des élections à Kidal ? » Il y a eu des élections à Kidal. Nous, nous sommes à la disposition des autorités maliennes pour faire en sorte que tout le territoire malien, dont Kidal, soit sécurisé. Le Président Ibrahim BOUBACAR KEITA m'en a parlé tout à l'heure.

LE PRESIDENT

Je vais prolonger la réponse du Président DEBY : la crise centrafricaine a commencé au moment où nous avons décidé d'apporter notre soutien au Mali. C'était concomitant. Si bien que cette crise est passée au second plan. Et on peut comprendre, tant l'urgence était au Sahel.

Depuis dix mois, c'est le chaos en Centrafrique. Comme la très bien dit le Président du Tchad, ce n'est pas nouveau. On pourrait dire depuis 1994 mais ceux qui ont le sens de l'histoire pourraient remonter même avant et avec une France qui a été très présente en Centrafrique, trop présente. Ce qui fait que, aujourd'hui, nous sommes sur la réserve. Mais, je ne resterai pas sur la réserve par rapport à ce qui se passe en Centrafrique. Pourquoi ?

Parce que le chaos engendrera le terrorisme. Parce que ce qui était au départ une nouvelle convulsion, un nouveau coup d'Etat est devenu, d'un certain point de vue, une confrontation religieuse.

Il y a des femmes, toujours des femmes, qui se trouvent victimes, violées. Il y a des enfants qui sont déplacés, perdus. Il y a des villages qui sont anéantis. Il y a des groupes de brigands qui mettent à sac un pays qui est déjà le plus pauvre du monde, connu pour ses diamants, seule richesse de ce pays dont on ne sait pas exactement ce que doit être l'exploration ou l'exploitation aujourd'hui. Alors, une force africaine va être constituée.

Elle est en train d'être constituée. La France est présente en Centrafrique avec 400 militaires tenant l'aéroport. Nous ferons en sorte que, autour de cette force africaine, avec l'appui des Nations-Unies Laurent FABIUS y travaille- nous pourrions peut-être dès l'Assemblée générale, donner le cadre juridique et permettre à cette force africaine d'avoir l'ampleur nécessaire et nous sommes en train d'y travailler.

Je termine sur le rendez-vous de Paris en décembre où nous allons réunir tous les chefs d'Etat africains pour parler de leur sécurité. Pas du rapport entre la France et l'Afrique, non, de l'insécurité des Africains. La France, avec d'autres, avec les Européens, l'Europe sera d'ailleurs représentée, organisera justement l'encadrement, la formation pour que les Africains puissent être beaucoup plus prompts et beaucoup plus efficaces pour prévenir des crises et les régler.

Il n'y aura pas que le jeu de la sécurité. Il y aura la question du développement et du climat qui seront évoqués. Parce que tout se tient. Quand il y a des catastrophes, quand il y a la pauvreté, ce sont des éléments qui créent de l'insécurité.

Nous nous retrouverons donc à Paris au mois de décembre et je vais bientôt recevoir, à mon tour, Ibrahim à Paris et j'apprécierai à ce moment-là sa popularité en France.